

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
22 mai 2008
N° 2030
1,22 €

ETA, nouvel attentat

Daniel Velez

GAL
Le commissaire
Amedo
et l'inspecteur
Dominguez
avouent

**Le sang coulait
dans le caniveau**

ISSN 0294-4596



917702941459006



Le sens de l'histoire

«**N**OUS sommes parvenus à faire danser la gigue écossaise au Parti travailliste» s'est réjoui Alex Salmond, chef du Scottish National Party (SNP) et Premier ministre du gouvernement autonome d'Édimbourg, après la déclaration surprise de Wendy Alexander, leader du Parti travailliste écossais, demandant la tenue d'un référendum sur l'indépendance de l'Écosse dès l'année prochaine. L'objectif d'Alexander est double. En premier lieu, se démarquer de Gordon Brown, dont l'avenir politique apparaît plus qu'incertain au lendemain de la débâcle électorale des municipales de ce mois de mai et se poser en leader incontestée du Labour écossais pour les échéances à venir. En second lieu, Wendy Alexander vise à couper l'herbe sous les pieds du SNP.

On se souviendra que le SNP est arrivé en tête des dernières élections autonomiques en promettant un référendum sur l'indépendance à l'horizon 2011, au terme précisément de la présente mandature de quatre ans. Or, ce début du premier mandat du SNP en responsabilité donne des résultats appréciés par la population écossaise, notamment en termes de revenu minimum et de politique du logement. De sondage en sondage, la proportion des électeurs favorables au SNP et à la tenue d'une consultation sur l'indépendance de l'Écosse augmente. Certes, les intentions de vote indépendantiste sont loin d'atteindre la barre des 50%, mais leur progression inquiète les tenants du maintien du statu quo. En demandant une consultation anticipée, les travaillistes écossais veulent se prémunir d'un éventuel résultat ultérieur qui ne leur conviendrait pas.

C'est ainsi que l'on peut comprendre le revirement de Wendy Alexander, jusque-là farouchement opposée à la tenue même de la consultation. Mais au-delà, il traduit la prise de conscience de nombreux dirigeants politiques européens, persuadés que l'émergence du pouvoir européen,

aussi lente et chaotique qu'elle soit, est en marche. Et, qu'en conséquence, l'affaiblissement inéluctable des États-nations, dépouillés de nombreuses prérogatives jusqu'ici jalousement préservées, ouvre des perspectives intéressantes aux minorités historiques si longtemps niées.

Comment interpréter, sinon, la tranquille partition de la Tchécoslovaquie, la naissance récente, en dépit de quelques réactions purement verbales, des petites républiques indépendantes sur les dépouilles de la Yougoslavie de 1918, le début de résolution du sanglant conflit Nord irlandais par l'autonomie de l'Ulster, la dévolution de compétences lourdes aux parlements de Cardiff et d'Édimbourg nouvellement créés, ou encore la marche vers le fédéralisme en Belgique? Qui aurait parié, il y a vingt ans à peine, qu'on parlerait d'indépendance de l'Écosse à l'aube de ce millénaire?

La France, indécrottablement jacobine et retardataire, sera encore une fois à la traîne du mouvement, mais elle devra céder. Ses dirigeants le savent, mais feront tout pour préserver le plus longtemps possible une organisation centralisée qui leur procure tant d'avantages et de prébendes. Pour l'instant, conscients qu'une posture de refus intransigeant est intenable aux yeux de l'Europe, ils pensent pouvoir s'en tirer avec des initiatives cosmétiques telles qu'un débat sur les langues minoritaires au parlement ou un projet de loi qui, faute de révision constitutionnelle, se heurtera inévitablement à la censure du Conseil constitutionnel.

Mais les temps changent. Au rythme surprenant de l'évolution des esprits dans les démocraties les plus avancées de l'Europe, il n'est pas certain qu'il faille attendre aussi longtemps qu'on aurait pu le penser, il y a peu. Churchill, avec sa féroce lucidité, disait: «Les Français sont les premiers partout... après tous les autres». Les accidents de l'histoire nous ont faits, nous Basques des trois provinces, français. L'accélération de cette même histoire nous rendra peut-être bientôt à nous-mêmes.

B.A.B. ta Babel

HAUTESKUNDE ondoko lehen Magazine-ak, apirila-maiatzekoak, aski dira ikustea ohartzeko aldi honetan erre «jainkoaren zigorra» ez dela erori BABko herriko etxeetara!

Hots badirudi BABn frantsesaren bidez unibertsaltasuna (edo «zerua») hunkituko dela arazo izpirik gabe.

Alabainan, Babelen Torrearen kasuan ez bezala hizkuntz aniztasuna ez da B.A.B.ko herriko etxeetako aldizkarietara hedatu. Biarritzeko aldizkarian salbu (34 orrietarik 2 euskaraz dira) BABn gaindi ez da Babelen historian bezala arriskurik «jendeak beren artean ez ditezen ulertu»!

Alta, Angeluko auzapez berriak bere editorialan aipatzen du bere taldeko hautetsien grinetan kultura. «Nahi dugu elkartasuna belaunaldi berrien gan, gure geroa dira eta haiei nahi du gu utzi ondare kultural eta natural aberastu bat».

Ez dakiguna da, Biarritzeko Auzapez Senatariak «L'enseignement en langue basque, Un atout à Biarritz» dokumento elebiduneko editorialean dion ateraldiarekin ados denez Angeluko auzapeza: «Ez da ahantzi behar gazteriaren eskutan dagoela euskararen geroa. Gaur egungo haurrek, gure herrian, euskara irakasten duen eskola bat hautatzen ahal dute. Hizkuntza zahar honen geroa eta iraunkortasuna heien esku da, baita familien eskutan ere. Gainera euskarak bere zilegitasuna atxikitzen du, jendetasunaren aberasgarri bat da, kultur aniztasunaren parte hartzaile, integrazio kulturalaren laguntzaile eta kohesio sozialaren faktore bat ere». Azkenik, azpimarra deza-

gun, besteak beste Biarritzeko ama ikastoletan eta hartzaindegietan zabaldua izan den dokumento hortan atal batek dio-la: «Euskara eskolan, zure haurrentzat zinez onuragarria».

Metaforak bazter utziz, interesantea litzateke ikustea zer egiten ahal duten Iparraldeko 60.000 bat euskaldunek (jendartearen %20-25-ak) euskarak ere idatzietan ukan dezan arabarako tokia!

Duela 160 urte Frantes estatuan martxan ezarria izan den sufragio unibertsalak (garai hartan gizonentzat bakarrik, 1946an emazteentzat ere) gaur egun lagungarri bat izan behar luke... Adibidez, euskaldunek bozkatzeko ahal dute lehen-tasuna emanez euskara bizi araziko duten proiektu eta hautagaiei.

Oraino eraginkortasun gehiagorekin ere euskaldunek hautua egiten ahal dute herritartasunari indar gehiago emaitera alderdi politikoetan sartuz eta bertako programetan euskararen bizi arazteko proposamenak azkartzuz!

Hasteko eta bat, Angeluko euskaldunek badute beren auzapez berriaren gomita «ezin hobea»: «Joan den martxoaren 16an, baziren garaileak eta garaituak, hori da sufragio unibertsalaren legea. Gaur egun, denak herritarrak dira, eta haiekin elkarlanean arizanen gira Angelu zerbitzatzeko».

Ea Angelun gaindi diren euskaldunek (berezi euskalgintzakoek) «herritar» gisa herriko etxearen «elkarlana» jastatzen duten eta oro har B.A.B.-ren «Babelizazio» beldurrak desagertuz doazen!



Le port de Bayonne un enjeu économique majeur

...que, rompant la tradition gaulliste des «députés godillots», les parlementaires UMP aient précisément voté avec leurs pieds, en laissant tomber la loi OGM présentée par le gouvernement. Sarkozy, furax, aurait remonté les bretelles à Jean-François Copé, président du groupe, alors qu'il s'est fait ovationner par ses pairs. Et dire que ce cirque peut encore durer 4 ans!

... pas tant que ça, que la guerre des chefs se rallume au PS. Pour remplacer Hollande en novembre, ça se bouscule déjà au portillon. Pour un Julien Dray ou un Moscovici passe encore... mais on repart pour un nouveau «tout sauf Ségolène Royal!». Bertrand Delanoë, pris de vitesse, sort cette semaine un livre intitulé «De l'audace!». Pour que la concurrence soit si vive, il faut vraiment que le fromage de Hollande soit gouteux!

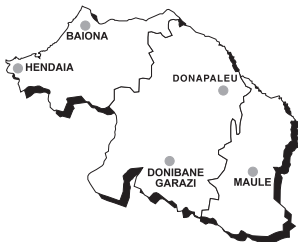
... qu'à quelques semaines d'assumer la présidence de l'Union européenne, la France soit sèchement rappelée à l'ordre par la Commission de Bruxelles pour son déficit budgétaire chronique. Il faut vraiment que les règles de gestion européennes soient à rénover lorsqu'on confie au dernier de la classe le soin de la diriger... Fillon avoue que l'Etat est en faillite et Sarkozy reconnaît que les caisses sont vides... Faute avouée devrait être à moitié pardonnée! Le NON à l'Europe de José Bové a gagné: la France est fauchée!

... de la couleur muraille des nouveaux élus de la gauche angloise, qui votent à l'unanimité toutes les délibérations de la CABAB réactionnaire pourtant il y a peu vouée aux gémonies! Attendriant-ils l'arrivée des camarades du Boucau?

... qu'à l'occasion de la mise en place du nouveau procureur de Bayonne, Mme Anne Kayanakis, on ait quasiment fait silence sur son prédécesseur, l'ineffable donneur de leçons de morale Pierre Hontang, condamné et révoqué suite au vol d'une carte bleue et fréquentation de dames de petite vertu en Allemagne. Si vous avez envie d'y aller, le Palais de justice est devenu fréquentable...

... et réjouï que le nouvel ambassadeur de France à Madrid, Mr Bruno Delaye, ait fait l'éloge de la gestion et de la prospérité de la Communauté autonome d'Euskadi qu'il visitait. A cette occasion, il a prononcé en Terre basque une phrase historique pour un représentant de l'Etat: «La question de la langue est importante. Les Français veulent que l'Europe soit une construction pluriculturelle et plurilinguistique».

LES ports de Bayonne et de Fontarrabie ont été pendant plusieurs siècles les débouchés naturels des différents royaumes de Navarre. La CCI, Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, une des premières créées dans l'hexagone, a dû sa création à sa si-



tuation de port (maritime et fluvial). Il faut aussi souligner le rôle des transports fluviaux sur les deux rivières et l'importance stratégique d'Ustaritze dans le passé.

Tout naturellement, dans l'ancien logo de la CCI figurait un bateau à voile, et l'actuel logo reprend un lauburu partiel qui peut aussi symboliser l'hélice qui a sa place sur le parking actuel.

La situation actuelle

Avec près de 4.375.500 tonnes en 2007, le trafic portuaire a progressé de plus de 8.5% par rapport à l'an dernier, et ce bon résultat est d'autant plus remarquable qu'il est obtenu malgré le recul de deux trafics «historiques» du port: le maïs (-12%) et le soufre (-29%). Ce qui confirme la reconversion de l'activité portuaire commencée dans les années 80 avec l'arrivée des produits chimiques liquides (en un an +9.5%) et poursuivie en 95 avec celle de la sidérurgie (+14%). Le trafic des engrais (+23%) et celui des ciments (+24%) n'étant pas en reste.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard

Une politique audacieuse d'investissements très importants (nouveaux quais, équipements

Pantxo Bimboire

modernes dont les matériels de levage) a permis que l'outil s'adapte aux situations nouvelles, aux marchés nouveaux et fasse que le Port se défende plus qu'honorablement par rapport à ses concurrents. Il serait peut-être fastidieux de produire en millions d'euros le cumul des investissements lourds réalisés en 25 ans sur le Port (par exemple en 2008 10 millions d'euros, portant entre autres sur une grue: 5 millions, quais 3 millions, etc., imaginez vous cela sur 25 ans).

Le ratio tonnage transféré par personne affectée est nettement à l'avantage du Port de Bayonne si on le compare à ses voisins Marseille ou Bordeaux.

La qualité

Dans ce domaine aussi le Port est dans une situation favorable. Il est le premier port de l'hexagone à être certifié ISO 9001, ISO 14001 et QSE depuis 2007 (cette dernière certification concerne la sécurité et l'environnement). Cette performance lui permet d'inspirer confiance et facilite l'acquisition de nouveaux marchés. L'investissement décidé dans les années passées a été primordial.

La stratégie pour l'économie

Vous le savez bien, le développement du Pays Basque passe par l'accroissement de terrains industriels (si vous lisez certains articles de cette rubrique, cela ne vous a pas échappé). Les terrains portuaires sont relativement stratégiques, car ils sont prioritairement conservés pour des activités économiques, et parce que l'accès à la mer en facilite les conditions d'approvisionnement.

Ceci d'autant plus que la tendance future encouragera le recours au maritime. Il faut ici rappeler le point 3 de l'atelier n°1 synthèse des principales propositions du «Grenelle de l'environnement»: ramener les émissions des transports à leur niveau de 1990 d'ici 2020 en «déclarant d'intérêt général pour la société, au niveau législatif, la promotion et l'utilisation des modes fluvial, ferroviaires et de cabotage maritime pour le transport de fret». Le non routier devra passer de 14% à

25% dans 15 ans.

La stratégie «rive droite» de l'Adour, en terrain partiellement «landais» est à combiner gagnant/gagnant avec la mairie de Tarnos et le conseil général des Landes où siège un certain M. Emmanuelli (saurons-nous développer un type d'accord?). Dans tous les cas, le Port récupérera au moins le chiffre d'affaire fait sur le trafic du tonnage. Mais on sent bien qu'il pourrait aussi y avoir une stratégie offensive d'achat de terrains privés. C'est aussi ce travail de fourmi (qui a déjà fortement débuté sur la rive gauche: glisse, stockage à sec, échanges de terrains en vue de meilleure cohérence espace ou métier, etc.) qui est à faire sur cette rive. Il a déjà fortement commencé avec les implantations majeures réalisées et les futures en projet.

L'échéance 2008/2009

Cher lecteur, rien ne vous échappe décidément, et vous savez que la propriété des Ports de «France» est passée de l'Etat aux régions. La région Aquitaine doit donc décider à la fin de l'année, qui de la CCI de Bayonne ou du Groupe Veolia aura la concession ou DSP (délégation de service public), ces deux candidats ayant postulé le mois dernier.

Suspense, suspense, et surtout, croisons les doigts pour que la CCI reste l'acteur principal de ce scénario.

Un détail de plus

Dans ce jeu de stratégie, rien n'empêche non plus que nos passions aussi des accords transfrontaliers avec nos cousins de Pasaia. La région et la CCI semblent animées par une volonté de principe, même si, ne rêvons pas, il y a loin de la coupe aux lèvres... serions-nous capables de se parler et de convenir d'actions concrètes et rentables au sens de l'économie durable en développant l'Eurorégion chère à nos vœux d'abertzale.

ABONNEZ-VOUS

Daniel Velez, tém

Un film vient de sortir en France après une première exploitation en Espagne. Il nous ramène à la sinistre période du terrorisme organisé par l'Etat espagnol en Iparralde.

Témoin de proximité des attentats du GAL, Daniel Velez, photoreporter professionnel, livre pour le lecteur d'Enbata ses souvenirs et ses modes opératoires qui ont contribué à la couverture médiatique de ces événements.

Fils de ce pays qu'il connaît comme sa poche, Daniel Velez, fut un acteur précieux que la presse internationale venait consulter. Grâce à sa généreuse contribution, Enbata a pu illustrer de nombreux reportages et participer pleinement à la dénonciation des crimes du GAL. Cela lui a valu, entre autres, un coûteux procès intenté par le commissaire Cathala qui faillit faire disparaître notre journal.

L'exposition actuellement organisée au Cinéma Atalante à Bayonne permet d'apprécier la contribution exceptionnelle de Daniel Velez à ce temps fort de la vie du Pays Basque.

E NBATA: *Daniel Velez, en tant que photographe professionnel de presse, vous étiez un témoin direct de la folie meurtrière du GAL en Iparralde. Quels souvenirs en gardez-vous?*

Daniel Velez: Beaucoup de souvenirs un peu diffus. Il s'est passé tellement de choses notamment au-delà des assassinats de réfugiés, des quantités de «bavures» si l'on ose dire. Je pense qu'on a échappé à des catastrophes. Heureusement qu'on n'avait pas affaire à de vrais tueurs. On avait affaire à des voyous, au quotient intellectuel extrêmement bas, à qui on ne fournissait pas d'informations claires et avec peu de matériel. Il faut s'imaginer ce qui se serait passé au «MonBar» (rue Pannecau à Bayonne) avec quatre morts mais aussi du monde à l'intérieur, ce qui se serait aussi passé aux «Lagunekin» et surtout «Les Pyrénées» (place St André à Bayonne). Imaginons que le mec au lieu de lui donner un revolver, on lui avait donné une mitraillette ou une grenade... Je crois qu'on a échappé

des souvenirs c'est le «MonBar», où même si les photos sont en noir et blanc on voit très bien le sang couler dans le caniveau. Je n'ai jamais vu ça. Il faut qu'il y en ait pour que ça coule. Le sang descendait du trottoir et coulait dans le caniveau. J'ai des photos de gens qui sont en train de regarder, on voit leurs têtes. Pas un qui a un demi-sourire. Ils sont tous effarés de voir ce truc-là! Ce n'était pas des faits politiques, c'étaient des faits. Tous ses mitraillages... A Biarritz, à la Croix des champs, le tueur s'est fait péter tout seul. Qu'il se fasse péter tant pis pour lui, mais ça aurait pu être un carnage... On est passé, très près. Ça laisse des souvenirs à notre équipe de photo-journalistes José Goitia, qui est à Cuba maintenant, Philippe Etcheverry et moi. On avait monté un réseau journalistique de manière à couvrir le plus possible tous ces événements. Ce sont des souvenirs aussi de planques, de filatures, de tout un tas de choses comme ça qui faisaient qu'on était sur presque tous les coups mais toujours après car on n'a jamais interféré dans le travail de la police. Sauf une fois à Biarritz une arrestation en direct.

étaient banalisées. Il suffisait de regarder la vignette de l'assurance qui ne correspondait pas à l'immatriculation, donc là il y avait quelque chose. On commençait à avoir le nez. Lorsqu'on voit une voiture ou une camionnette qui est garée, fermée de toutes parts et qu'elle bouge, il doit y avoir quelqu'un dedans. Une somme de petits trucs...

Enb.: Vous étiez à plusieurs. Comment étiez-vous organisés pour être au plus près des attentats?

D. V.: On avait ce qui s'appelle des scanners qui arrivaient à intercepter quelques messages de la police. Pas de la PJ car ils avaient depuis longtemps des systèmes pour se parler sans être écoutés. Mais il y avait aussi d'autres intervenants, les pompiers, les flics municipaux, les commissariats. On avait neuf scanners, un dans chacune de nos voitures, un chacun à la maison et un autre sur le lieu de travail. Tout ça c'était très bien, mais à l'époque il n'y avait pas de téléphone portable. Il fallait s'arrêter dans des cabines, ce n'était pas facile. On s'est acheté des Cibi. Mais un jour qu'on était près de la PJ, chacun



Daniel Velez accroche son expo à l'Atalante

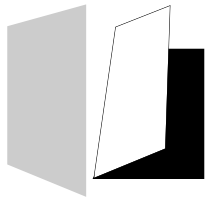
au pire, bien au-delà des 27 morts recensés. Et puis aussi toutes ces «bavures». Je ne parle pas des mecs du GAL de base. C'étaient des pauvres types qui se sont tous fait attraper, à part quelques cas qui n'ont jamais été élucidés comme Machicote notamment. Ils se sont fait attraper de différentes manières, 300 mètres plus loin, notamment par Txetx et ses copains sur le pont St Esprit. Le pire

C'était le fruit d'un peu de chance pour avoir suivi durant deux jours «ceux qui suivaient».

Enb.: L'instinct aussi?

D. V.: Oui, à force de connaître les lieux, les gens, je ne me rappelle plus à quelle époque il a fallu mettre le certificat d'assurance sur le pare-brise de la voiture. Ça, ça nous a servi parce que toutes les voitures de flics

dans une rue et on se parle à la Cibi, tout à coup, on me tape à la vitre de la voiture, c'était un policier de la PJ qui venait nous dire de partir. On a fini par laisser tomber ce système. Et puis, il y a prescription, on a fait les poubelles. On ramassait les poubelles de certaines administrations et on faisait le tri. On a trouvé des choses intéressantes dont un fax de la PJ qui était d'Amedo Fouce, com-



Abertzale et syndicalisme



"Un travail restait à faire pour les abertzale : voir comment travailler au renforcement et à l'unification du panorama syndical, et à l'avancée des idées abertzale dans le syndicalisme "français" dans lequel continuent à s'organiser 90 % des syndiqués d'Iparralde."

Quand des militants d'ELA sont venus, il y a quatre ans maintenant, discuter avec moi et un certain nombre de militants d'Iparralde, je leur ai dit exactement la même chose que j'avais dit auparavant aux militants de LAB Hegoalde quand ils m'avaient demandé mon avis sur une éventuelle création d'une section Iparralde de LAB (voir mon article du mois dernier).

J'ai rajouté trois choses :

❶ Je craignais que la création de LAB, au lieu de renforcer le panorama syndical du Pays Basque nord ne le complique et n'accroisse sa division et son émiettement, et qu'elle isole les abertzale des autres salariés au lieu de rapprocher la masse des salariés du mouvement abertzale. Mais maintenant que LAB s'était créé ici, je trouverai encore pire que se crée par dessus une section Iparralde d'ELA,

car cela ne pouvait qu'aggraver tous ces points négatifs. Et il me paraissait qu'un tel scénario confinerait au summum du ridicule, les abertzale ayant dès lors "réussi" à créer deux groupuscules syndicaux se concurrençant la même minorité militante basque sous l'oeil médusé du reste des salariés ;

▼
"J'avais que si ELA voulait concrétiser son ambition d'organisation nationale, être présente sur les 7 provinces d'Euskal Herria, il y avait des manières originales, innovantes de remplir cette aspiration naturelle pour une organisation abertzale."

❷ Un travail restait à faire pour les abertzale qui n'était pas de rajouter à la division syndicale mais de voir au contraire comment travailler au renforcement et à l'unification du panorama syndical, et à l'avancée des idées abertzale dans le syndicalisme "français" dans lequel continuent à s'organiser 90 % des syndiqués d'Iparralde ;

❸ J'avais que si ELA voulait concrétiser son ambition d'organisation nationale, être présente sur les 7 provinces d'Euskal Herria, il y avait des manières originales, innovantes de remplir cette aspiration naturelle pour une organisation abertzale. Cela pouvait se faire sans rien entraver en Iparralde, sans rien casser ou scissionner, sans venir concurrencer ou affaiblir l'existant, sans diviser les organisations déjà présentes. Cela devait se faire en



aidant et en renforçant les choix stratégiques déjà faits par les abertzale ou le mouvement progressiste d'Iparralde.

Cela pouvait aussi se faire en répondant à des besoins encore non remplis, faute de moyens, et donc sans entrer en concurrence avec personne. Nous fumes ainsi plusieurs abertzale du Nord à évoquer le pari stratégique d'ELB et de Batera d'avancer vers la création d'une chambre d'agriculture du Pays Basque, le manque d'outils de formation au service du militantisme d'Iparralde, et le besoin d'un local inter-associatif sur Bayonne.

Une démarche innovante et respectueuse :

ELA était en fait exactement sur la même longueur d'onde, ce qui fait que les choses se déroulèrent facilement et se concrétisèrent rapidement.

ELA également voyait problématique de rajouter à la division et à l'émiettement déjà dommageable du panorama syndical d'Iparralde.

Plus généralement, ELA était plus dans une logique de renforcer les stratégies déjà définies par les abertzale d'Iparralde et qui lui apparaissaient -vu d'Hegoalde- aller dans le bon sens pour le combat abertzale progressiste. Dans ce sens, ELA avait déjà comme références privilégiées les parcours d'ELB, de

Batera et des Démos, en plus des relations traditionnelles qu'elle maintenait avec les syndicats de l'Hexagone, et c'est auprès de militant(e)s de tous ces secteurs que le syndicat majoritaire en Hegoalde discuta pour savoir ce qu'il convenait de faire en Iparralde.

C'est ainsi que la Fondation Manu Robles-Arangiz, organisme de formation du syndicat, s'implanta en Iparralde et y entama un travail permanent de formation et de débat, qu'une aide décisive fut apportée au projet de Laborantz Ganbara sous la forme de l'achat du bâtiment devant l'héberger, qu'un local inter-associatif fut ouvert sur Bayonne, puis que l'hebdomadaire *Alda!* vit le jour, autant d'outils matériels qui furent mis à la disposition de divers projets, axes de travail et dynamiques militantes pré-existantes ou en gestation.



"L'important est que tout salarié abertzale se syndique, en renforçant les syndicats majoritairement présents dans sa boîte et en marquant évidemment une préférence pour ceux qui sont sur une ligne claire de défense des intérêts des travailleurs(es)."

Ces outils sont aujourd'hui en place, à la disposition de tous ceux et celles qui veulent tra-

vailler -de manière exclusivement civile et pacifique- à un Pays Basque plus libre, plus juste et plus solidaire.

Depuis mon entrée dans ELA il y a trois ans et demi, je n'ai eu aucune occasion de regretter ce choix, d'autant que je partage entièrement toutes les analyses et engagements que ce syndicat abertzale de gauche a tenus au cours de cette période là en Pays Basque sud, tant sur le plan social que sur le plan abertzale. Enfin, j'apprécie toujours autant -et comme moi beaucoup d'autres militant(e)s- leur attitude respectueuse d'Iparralde, de son autonomie entière de décision, de sa réalité et ses rythmes spécifiques.

Le syndicalisme d'Iparralde :

Aujourd'hui, en Pays Basque nord et au niveau syndical, selon moi :

① En ces temps d'offensive sauvage contre les acquis sociaux et de volonté de marchandiser tous les espaces traditionnels de gratuité, de solidarité, de services publics, l'important est que tout salarié abertzale se syndique, en renforçant les syndicats majoritairement présents dans sa boîte et en marquant évidemment une préférence pour ceux qui sont sur une ligne claire de défense des intérêts des travailleurs(es).

② Ces abertzale doivent par leur travail acharné contre l'exploitation, leur action permanente au service des plus faibles, élargir l'audience de notre combat, de nos idées, de notre influence sociale.

③ Notre combat et l'avancée de nos idées a tout à gagner à ce que les abertzale investis dans les différents syndicats français (CGT, CFTD, FSU, SUD-Solidaires etc...) se retrouvent ensemble, réfléchissent et discutent régulièrement à la fois sur la présence abertzale dans ces syndicats et dans le monde du travail, et également sur la ligne syndicale, le projet de société, le combat pour l'unité d'action etc.

④ Le mouvement abertzale doit affirmer sa présence dans toutes les mobilisations sociales, en appui, en complément -et non en opposition- aux organisations syndicales. Dans le monde non paysan, le discours et la pratique du mouvement abertzale autour de la question sociale sont largement insuffisants, pas assez audibles, visibles, pas assez innovants, offensifs. Il nous faut y remédier et ce doit être une des priorités stratégiques de notre combat notamment sur la côte basque et sur le BAB et sa ceinture immédiate (cette dernière zone représentant près de la moitié de la population d'Iparralde).



"L'important est que tout salarié abertzale se syndique."

Euskara jalgi hadi!

Kiskil

Joan den larunbatean AEK-k bere egoitza berriak estreinatu ditu, sostenguz jende kopuru handia etorria zelarik. Mundu politikoko pertsonalitateak, kultur arloko arduradunak, Gau Eskoletan ibili irakasle ohi eta gaurkoak, ahantzi gabe AEK-ko langileak... Hots, bazen denetarik larunbat goizean!

Holakoetan gertatzen den bezala en-tzun ditugu prediku ederrak, denek ahoa beterik euskara lagundu, diruztatu, behar dela. Bakoitzak bere karguaren arabera eramaiten duen lanaz harro.

Ez dut anitz entzun, Jauntto horiengandik, aspaldiko urteetan, zenbaitzuk hasi zirela euskaren aldarrikapena ekartzen plaza publikora, ez eta izan diren auzi - isun - presondegira arriskuak aipatzen.

Gaur egun, azkenean!

Bada pozgarri izaitzekoa, arduradun politiko horiek ere kontutan hartu dute, gure ama hizkuntza salbatu nahi badugu, denen esku dela.

Plazerra ere ikustea egitura batzuk plantan jarri direla euskaren alde lan egiteko. Orain sortu berria izanez, utz dezagun behar den denbora, jakiteko ze ondorio aterako den.

Bozkarioa ere, ikustea zerbitzu batzuetako langileak euskararen ikasten ari direla.

Hau guzien ondorioa, hala ala beharra? Maiatz hastapen honetan Pariseko Parlamentuan ere hizkuntz zapalduak aipagai ziren. Harridura, jakin delarik Iparraldeko bi diputatuek ez dutela hitza galdegin! Zer Poulou eta Grenet lo ziren? Edo ez dira ohartu zer zen gaia? Hala hauek ez dute axola izpirik Euskal Herriko arazo bati buruz? Ez dakit, baina iruditzen zait diputatu baten kargua dela justoki, beren eskualdeko arazo bat Parlamenturaino eramaitea.

Ez kexa, edozein gisaz orain arte egin den guzia, militante batzuei esker egina izan da.

Larunbatean mintzatu diren horiek ere hitza atxikitzen badute, ondoko egunak hobetuz joanen direla itxaropenarekin aitzinatu behar dugu.

Eta nork daki, egun batez, Pariseko arduradun handi horiek, bigarren artikulua aldatuko duten!

Euskara jalgi hadi plazara... garaztar famatu batek zion bezala!

Garrantzitsuena ez ote da gure hizkuntza mintzatua izan dadin, legerik izan ala ez!!



MAIALEN ERRECART

AEK-n erakasle



Itzaletik argirat

Atseginak partekatzeko eginak dira, euskaraz mintzatzea ere bai!

Izen emaiterat etortzen direlarik, euskara ikasi nahi duten gehienek gogo indarrak su haundiena hil dezake, ufaldi ttipi batekin ere. Gau Eskolaren gelan sarturik, heien ahalge, beldur, harrokeri eta pazientzia eza ate gibelean uztea ezinbestekoa zaie, bidaiaren hasteko.

Egun hortatik goiti, euskara berenganatzen entseaturik dira, helburu aintzak lortu nahian: ulertzeko doa jakin, elgarriketa arruntak segurtatu, komunikazio bide berri ala arraberritu gisa hartu, bizimodutzat erabili... euskarak badu hameka aurpegi.

Hizkuntza guziak bezala hots, baina ez da hizkuntza guziak bezalakoa, eta hortarako dira denak hor, jakin gabe beti haatik zergatik. Egunez egun, ikasketa aintzina joan eta lehen haziak bildu, euskalduntzen ari direnak kafiratik ateratzeko beharreen zaizkigu, ezinbestean. Haurtzaroko lehen esperientziak bizi izan diren bezala, bestearen soa eta eleen arabera hizkuntza berri hori beren baitan haundiaraziko dute.

Bihurgune hortan dute euskararen bizi sakona ulertzen, zergatik hor den oraino eta zergatik joiteko menturan den. Ohartzen dira nola batzuek euskara sobera maitaturik so beltzak jasaiten dituzten eta nola, beste batzuek, sobera gutietsirik, ama hizkuntzari biharamun iluna hitzemaiten dioten.

Herrikoak ez direnentzat oharpen horrekin batera ezustea dator, eta gehienetan erronka betetzeko gogo indartsuagoa. Lur xoko huntan gizakien arteko mintzatzeko era milaka eta milaka urtez, belaunaldiz belaunaldi, hizkuntza bakar bat izan da, paregabekoa, garai guziak gaintitu dituen, gaur bide bazterrerat botatua dena. Baina gaur ere, traba guzien gainetik, ezkortasuna, nekezia eta halabeharra gibelean utzirik, biharko euskaldunak beren xedeari lotzen dira, hizkuntza honentzat duten errespetua lagun.

Itzaleko hizkuntza argirat itzularazteko gogoia

Lehen urratsak egiterakoan, euskaraz nola agurtzen den erakasiko diegu, nahiz kanpoan erdaraz erantzunen zaien, kortesia hitz guziak bezala, baina hainbat gaixto. Aurkezterakoan nungoak diren erraiten ere erakutsiko diegu, nahiz arrotz euskalduna entzutearekin batzuen bazterreko irria ikusiko duten, baina hainbat gaixto.

Ezagutuz baita gaintitzen, pareko kitzikaren zergatia aztertzen lagunduko ditugu, minaren iturria zoin izan den atxemaiten, norberak bere hizkuntza hein hortan uzteko eraman bidea haute-

maiten. Euskarak itzaleko hizkuntza bat izaiten segitzen du baina ikasle horiek argirat itzularazteko sekulako indarra emaitako gogoia dute.

Lehen etxean familian egiten zen bezala, hizkuntza Gau Eskolan taldean ikasten da baina kanporat joaiteko ahalgerik ez du gehiago. Gune publikoetara ateratzean, euskaldun berri batek hainbat aste, hilabete, urtetan ikasi duena burgoi erakutsi nahi du, haren buruaz fida izaiten sustatua izan balin bada. Bultzatze horrek euskaldun giren guziengandik etorri behar du, berekoiki atxiki nahi baitugu batzutan gure hizkuntza, gure izaite oso bat bezala, kontzienteki ala ez.

Atsegina... euskaraz biziz

Zernahi izanik ere, Gau Eskolako atea idekitzen dutenak berez bihozdundak direla erran daiteke, urrats honen egiteko gai izan baitira, baina aintzina joaiteko atsegina atxemaiten badute baizik ez dira egonen. Atsegin hori herria eta haren historioaren ezagutzari esker dastatuko dute, baita euskaraz egin daitezkeen guziak: literatura, antzerkia, zientziak, kantugintza, olerkigintza, komertzioa, kirola, zuzenbidea, laborantza, psikologia... eta argudiatu, hezi, maitatu, higuindu, besarkatu, oldartu, begiratu, gogoetatu, amets, nigar, irri egin... bizi.

Herritar batzuen gogoan ez daitezke denak euskaraz egin, poderea eta seriotasuna itxuratzen duen erdararen bitartez baizik, hala ikasia izan baitzaie, euskaldun berriek haatik holako mugarik ez dute, eta aske ibiltzen dira, aurriritzirik gabe, euskararen edertasunaz loriatuz.

Euskara ikasten ari denarekin ez dakigu beti nola mintzatu, euskaraz, haren ezagutza aberas-teko, erdaraz, trabarik gabe komunikatzeko, edo bietarik pixka bat, bi helburuak betetzeko. Zailago da oraino harekin erdaraz hitz egiteko usaia hartua dugularik, hizkuntza aldatzearekin harreman artifizial bat sortzen bagenu bezala. Ondorioz, aldaketak eragiteko uzkur baikira usu, biharamunerat gibelatzeko joera dugu, baina euskarak ezin du beha egon.

Euskaldun guzien ardura da gure hizkuntza eman eta ereitea, buraso, bizilagun, haurride, haur, lagun edo egun bateko ezagunekin ere. Has-tapenean menturaz hitz bakar batzuen bitartez, egun batez agian elgarrekin irri karkaila bat euskaraz bizitzearaino.

Atseginak partekatuak izaiteko eginak dira, euskaraz mintzatzea ere bai.



GARAZIQUE

Bienvenue à la Fête musicale et associative gratuite de Donibane Garazi

Garazi-Baigorri aldeko elkarteek urtero antolatzen duten Musika egun hunen kariatara, eguzkiari hitzordua luzatua zaio... jaz euria izan baitzen!

Zaila da hainbeste elkarteren elgar lotzea, ekintza desberdin bezain ainitzak dituztelakoan, baina hori da bai, egun hunen indarra!

La zique sur le gazon...

Les associations de Garazi-Baigorri organisent chaque année cette manifestation et fixent rendez-vous au soleil... et non pas à la pluie comme l'an passé !

Dur, dur de fédérer autant d'associations ayant des activités aussi diverses que nombreuses mais, c'est justement ça la force de cette manifestation !

Associations/ Elkartek :

Jauziak, Iparalai, Garaztarrak, Croix Rouge, Askatu, Garazikus, Comités des Fêtes d'Ascarat et D.Garazi, CLSH Joko, US Nafarroa, Kofoina, Peña Hori Horiak, Football Club Garazi, Peña Urkulu.

Belarretan, belarrietan...

Elkarteen arteko besta egun hau familian edo lagunaren artean memento bat edo egun oso baten iragaiteko parada, sail eta mota desberdinetako musika, dantzari eta kantariz inguratutik.



Aurten, lehenasuna talde ibiltariei emana zaie, edozoin tokitan izanikan, bakotzak talde desberdin bat entzun dezan.

Eta berritasuna: ostatueta ere ibiliko dira!

Poteo eta bazkaria

Elkarte bakotzeko laguntzaileek ehunka pintxo prestatuko dituzte eguerditan bilduko den jende zamaren gozatzeko: musika (Bandilak txaranga), dantzak (Goizueta taldea) eta kantuek (Kokoro Ibaialde taldea) Luzia guneko airea beteko dute poteo eta bazkari denboran.

Arratsaldean zehar

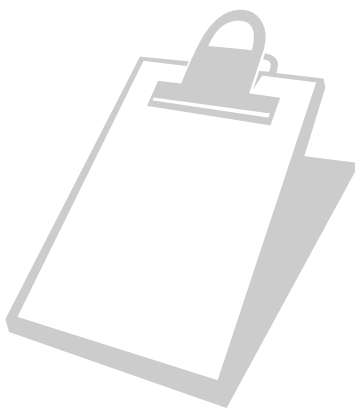
Arratsaldean, kobrezko talde ibiltariak gunen batetik bestera, erleak bezala, ibiliko dira: jaz etorri zirenak (Les Pellos, The Wackies, Monty Picon) eta berriak (Pastors of Muppet, LDKO...) baita Leinua dantza taldea ikusgarri berriarekin.

Ondotik, bi talde "dinamita" entzungai: Alma Flamenca eta Disco Ball!



L'Agenda de la Fondation

LES FORMATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ



Aldaren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Samedi 7 juin : de 10h00 à 18h30, journée de formation animée par Pascal Mulet "Skual"

"Une petite histoire de la pensée économique."

Un outil pour mieux comprendre les débats politiques et sociaux actuels.

Repas organisé sur place à 13h00



Samedi 14 juin à 10h00 :

Conférence- débat avec **Didier Lestrade**, fondateur d'Act-Up Paris

"Act-Up, une histoire / Théorie et pratique de la désobéissance civile"

PUBLICATION DE LA FONDATION :

Nous venons d'éditer un dossier spécial "Abertzale & syndicalisme" comprenant 16 témoignages d'abertzale du Pays Basque nord investis dans divers syndicats de salariés et une analyse spéciale sur ces questions.

Disponible au local de la Fondation au prix de 2 euros.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

noïn de proximité

missaire de police espagnol de Bilbao, qui a été publié dans *Interview*. Si la police travaillait, elle ne coordonnait pas beaucoup les trucs, la guerre des polices ça existait. C'est là qu'il disaient que c'était Amedo Fouce qui tenait le fusil à lu-

Mac Kay, ce n'était pas une fiction mais un très bon reportage qui je crois est passé à la télé. On peut toujours discuter sur le film de Courtois qui a fait une fiction partant des faits réels certes. Ceux qui l'ont vu le trouve bon. J'avais proposé au «Rex» de

données sont passées sans aucun problème. Mais à *Sud Ouest* comme dans tous les autres journaux il n'y avait pas un spécialiste pour engranger et faire de l'investigation.

ne valait pas une photo pour l'*Associated Press*, mais Parot attablé au Bar *Les Pyrénées* après la manif devenait un personnage central dont la photo était un document de presse unique. On allait sur tout. Je ne rentrais jamais à mon domicile, alors à Villefranque, sans passer par la sous-préfecture, le commissariat et d'autres endroits sensibles pour observer les anomalies.

Enb.: Dans votre vie riche de photo-reporter professionnel y a-t-il eu un temps aussi fort que celui-là?

D. V.: D'un point de vue photo-journaliste, non! Car il n'y a pas seulement eu les assassinats durant cette période GAL. Il y a eu des manif, des contre-manif et bien d'autres choses. J'ai un nombre impressionnant de photos de tout cela. Dans mon expo de l'*Atalante* j'ai essayé de résumer le tout comme je le ressens. Il y a eu un intense moment journalistique au point d'entendre Christine Ockrent ouvrir son journal télévisé, après l'attentat de la Croix des champs où le tueur se fait péter la gueule, «*Biarritz c'est Beyrouth*». C'était certes impressionnant, mais il n'y avait que la mort du mec du GAL. Ils venaient tous et ils repartaient tout aussitôt.

Enb.: Aujourd'hui, les photographes professionnels seraient aussi attentifs que vous l'avez été, si une histoire de ce genre se reproduisait, sans le souhaiter bien sûr?

D. V.: Je ne veux pas être méchant avec mes petits camarades, mais à l'époque il n'y avait pas les 35 heures. Jamais *Sud Ouest* ne m'a demandé de suivre de jour et de nuit ces affaires. La conscience professionnelle est certainement aussi partagée aujourd'hui qu'avant. Le fait d'être en permanence mobilisé sur le GAL nous a donné la chance de trouver sur des photos d'après manif des militants qui feront par la suite l'actualité. C'est ainsi que nous avons pris par hasard, Parot et d'autres membres du «*commando français*» arrêtés par les Espagnols quelques jours après. La manif par elle-même

ET CETTE SILHOUETTE UN PEU FLOUE A L'ARRIÈRE-PLAN, C'EST LE FAMEUX MONSIEUR X DE MADRID !



nette qui avait descendu X. Ils ne disaient pas tout à fait que c'était lui mais il parlait de la Remington. Ce document fait partie de l'expo que j'ai monté au Cinéma *Atalante* à l'occasion de la projection du film «*GAL*», journalistiquement, il est vrai qu'on s'est amusé...

Enb.: Avez-vous eu des moments de peur?

D. V.: Non pas vraiment. Le film «*GAL*» est une fiction. Elle est très, très bonne, mais c'est une fiction. On ne peut pas avoir peur dans la mesure où on n'a jamais été présent lors d'un attentat. Notre inquiétude venait de la police, mais le risque était celui d'une interpellation. Certains Bayonnais se sont eux trouvés pris dans les attentats. Dieu sait si on traînait le soir dans les bistros, dans la journée c'était le poteo. Mais lorsqu'on entrait dans un bar on se mettait face à la porte pour voir si quelque chose d'anormal arrivait. Des gens jouaient au mus, ils tiraient les Rois, non pour savoir qui commençait mais savoir qui serait face à la porte. Il y avait une psychose, il y avait des morts.

Enb.: La presse internationale vous a-t-elle sollicités, l'avez-vous sentie intéressée?

D. V.: La presse qu'elle soit locale, nationale ou internationale, je pense qu'elle a fait son travail. José Goitia travaillait pour une Agence de news *Associated press*, pour *CIPA* et ses photos avaient un impact international. Moi je travaillais à *Sud Ouest* et étais correspondant de l'AFP. Mais dès que ça s'est arrêté on n'en a plus parlé. Il a fallu attendre quinze ans pour trouver l'excellent travail fait par

St Jean de Luz qui a présenté la «*Première*» mon exposition de photos. La production l'a refusée. J'ai fait cette expo dans le bar proche «*Le Battela*» dont le propriétaire a été vaivement sympa, mais personne de la production n'est venu la voir. Il y a peut-être encore une certaine peur du GAL du côté français. En pleine période du GAL toute la presse en a parlé, mais comme toujours en France on ne fait ni investigation ni suivi. Il a fallu que Miralles, journaliste à *El Mundo*, fasse un bouquin pour qu'en soit tiré le film de Courtois que l'on présente actuellement en France après une exploitation en Espagne. Cela a attiré beaucoup de monde au lancement au *Rex* et à l'*Atalante* en attend un succès populaire.

Enb.: Vous qui avez été des témoins de proximité de ce drame du GAL, avez-vous reçu des pressions soit pour modifier vos informations, soit pour avoir des renseignements?

D. V.: Jamais. Mis à part une présence en direct sur l'arrestation de Biarritz. La police est très enervée, Boslé est là dans le coin, tous les patrons de Bordeaux, c'est une grosse affaire car c'est la première fois qu'ils arrêtent les Galeux avant qu'ils n'agissent... là ils m'ont pris la pellicule. Ils ne l'ont pas volée et me l'ont rendue et les photos ont servi. C'est là qu'avec le bruit du moteur le policier se retourne avec son fusil à pompe, c'est grâce à lui qu'il y a cette photo. Autrement non, on n'a jamais eu de pression. Il est vrai que de notre part, nous n'avons jamais interféré avec la police. Chacun était dans son rôle. A *Sud Ouest* toutes les photos que j'ai



Daniel Velez, à l'*Atalante*



■ **Terrorisme rétroactif et sélectif.** Le premier magistrat d'Hernani, Marian Beitia Larrangoitia, devra comparaître le 2 juin devant le juge d'instruction Fernando Grande Marlaska, de l'Audiencia nacional. Elle est accusée d'«apologie du terrorisme» pour avoir conservé la plaque sur un parc municipal portant le nom du militant d'ETA, Jose Manuel Aristimuño «Parra». Le juge a admis la constitution de partie civile de l'association ultra Dignidad y Justicia, contre l'avis même du Parquet. Il se trouve en effet que Marian n'était même pas une élue, encore moins maire, quand le conseil municipal en 1982 avait approuvé cette délibération. Mais le juge considère que si «l'approbation suppose le délit d'apologie du terrorisme et l'humiliation des victimes du terrorisme, le maintien de cette délibération» (par le silence) est toujours un délit. Dignidad y Justicia demande le retrait de cette plaque ainsi que celle de la place portant le nom de «Gudarién Enparantza»...

A noter que le militant disparu était également un militant anti-franquiste. Que d'autres exemples, non poursuivis, existent en Pays Basque. Qu'enfin nombreuses sont encore en Espagne,

les rues et les places du terroriste généralissime en chef Francisco Franco.

■ **ETA frappe à mort.** Sans qu'il y ait eu cette fois d'alerte préalable, ETA a fait exploser le 14 mai au petit matin une fourgonnette piégée à l'entrée de la caserne de la garde civile de Legutiano (Alava). La déflagration a été terrible. Le bâtiment du corps de garde s'est effondré blessant cinq gardes civils, tandis que la guérite englobait la sentinelle, Juan Manuel Piñuel, mort sur le coup. Il semble que le commando agresseur soit arrivé quelques moments auparavant dans deux véhicules, laissant la fourgonnette piégée à proximité de la caserne et s'échappant immédiatement dans une autre voiture. La Citroën Berlingo, contenant peut-être 100 kilos d'amonal, avait été volée le 16 avril en France, près de Limoges. L'autre, à la même époque, près de Berango.

Le lendemain, un appel au nom d'ETA revendiquait une autre action: la destruction par explosif de deux engins de chantier le 15 mai, entre Hernani et Urnieta. Elles appartenaient à l'entreprise Amenabar, par ailleurs adjudicataire des travaux du TAV, le TGV basque.

■ **Parlement basque et tortures.** Le Parlement de Gasteiz, par les voix du PNV, EA, IU, Aralar, Erker Abertzalea contre celles du PP et du PSOE, a approuvé une proposition de loi critiquant la position du gouvernement espagnol contre les plaintes pour tortures, et réprochant la protection dont bénéficient les huit gardes civils accusés par Portu et Sarasola.

■ **L'ONU supervise le procès.** Le Rapporteur spécial de l'ONU pour «la protection des droits humains et des libertés fondamentales», le Finlandais Martin Scheinin, a assisté le 15 mai à une partie des audiences du procès Askatasuna, mouvement pro-amnistie devant l'Audiencia nacional de Madrid. Il a pu entendre des policiers «experts en ETA» exposer l'historique du mouvement pour l'amnistie, né dans les années 70, sous Franco, mais selon eux détourné dès 1977 après la loi d'amnistie. Il a entendu aussi comment furent perquisitionnés récemment les cabinets d'avocats d'Hernani, et saisis leurs documents pouvant servir à l'affaire. On attend maintenant la conclusion de ce Rapporteur qui après la Turquie, Guantanamo ou Israël, a vue en Espagne les diverses autorités et les associations de victimes. On se souvient que les recommandations faites en 2003 par l'autre Rapporteur sur la torture, Théo Van Boven, avaient été rejetées par le gouvernement espagnol.

■ **Extradition.** Les autorités canadiennes ont, le 15 mai, donné leur feu vert à l'extradition de deux Basques. Bit-

tor Tejedor, incarcéré à Vancouver depuis juin 2007, et Iban Apaolaza, à Montréal depuis cette date. A signaler qu'au procès de ce dernier, l'avocat et professeur Didier Rouget avait pu être longement entendu comme témoin et expert.

■ **Susper re-condamné.** Après plus de dix jours d'audiences, la Cour d'assises spéciale de Paris a rendu son verdict le 14 mai dans l'affaire du leader d'ETA «Susper». Déjà condamné le 13 février à trente ans de réclusion pour coups de feu en 2001 sur un gendarme, Juan Ibon Fernandez Iradi «Susper» a été cette fois condamné pour participation à ETA à quinze ans de réclusion criminelle, avec interdiction définitive du territoire. Lorena Somoza, Alona Ordozgoiti et Miren Otegi à douze, huit et huit ans. Beltzane de Murieta, compagne de Susper, condamnée à cinq ans de prison, a pu ressortir libre du tribunal.

■ **Restrictions pour Filipe.** Le Tribunal d'application des peines de Paris a fait connaître le 15 mars à Filipe Bidart les nouvelles mesures restrictives concernant sa liberté conditionnelle. Il ne pourra plus manifester devant un quelconque établissement pénitentiaire, ni parler ou faire des déclarations publiques ou des enregistrements sur les affaires dans lesquelles il est impliqué. Le Tribunal ne lui a cependant pas interdit, comme le demandait le Procureur, de rencontrer des gens liés au mouvement indépendantiste. Il est question que Filipe fasse appel de ces décisions.

Appel à rassemblement à l'initiative d'AB : ce samedi devant le tribunal de Bayonne

AB dénonce avec force le récent blocage des comptes bancaires et pense que cette action s'inscrit dans le cadre d'une démarche totalement répressive, engagée ces derniers mois par l'Etat français.

Il faut avec énergie dire stop à cette vague répressive, qui en commençant par le coup de filet disproportionné contre le bar Kalaka et en passant par la garde à vue et la condamnation de six membres du syndicat ELB, vient maintenant d'atteindre des membres de Bata-suna, d'associations et des personnes de leurs familles, en bloquant au total une trentaine de comptes bancaires.

Cette nouvelle offensive est particulièrement grave, car elle est la copie conforme de la pratique de certains juges de l'Etat espagnol qui bafouent des principes juridiques démocratiques. Elle touche aujourd'hui directement quelques uns, mais il y a de quoi s'inquiéter devant de telles pratiques.

■ Les élus abertzale de Biarritz, Michel Poueyts, Maialen Etcheverry, Jean-Michel Sorraitz et Jakes Abeberry protestent contre le blocage des comptes bancaires du couple biarrot Karine Etchart et Zigor Goieaskotexea sur ordre de la juge Laurence Le Vert. Par une convocation à la police judiciaire, pas la moindre explication du banquier. Cette mesure qui bafoue les droits élémentaires de tous citoyens en démocratie empêche cette famille de subvenir à ses besoins matériels. Les élus abertzale biarrots demandent la levée immédiate de cet abus de pouvoir.



Façade du club maritime de Getxo après l'attentat d'ETA

■ **Troisième attentat d'ETA cette semaine.** Dans la nuit du dimanche 18 mai à lundi, ETA a frappé le Club maritime de Getxo «Arbra» de Bilbao. Une fourgonnette piégée a explosé causant d'importants dégâts matériels au club nautique et aux habitations alentour. La bombe de 60 kg d'explosifs a explosé vers 0h50 et n'a fait aucune victime car un appel téléphonique avait alerté la DYA (Service des ambulances) et la ertzaintza qui a pu faire évacuer le quartier. Cet attentat d'ETA est le troisième en une semaine. Tous les partis politiques l'ont condamné et le conseil municipal de Getxo a voté à l'unanimité une motion de réprobation.

Des cercles de silence

Il est des silences qui en disent bien plus que certains discours. Ainsi, Bayonne a initié une nouvelle forme de manifestation pacifique en instaurant, le premier vendredi de chaque mois (entre 18 heures et 19 heures) un rassemblement sur le parvis de la mairie, dont le nom officiel est justement place de la Liberté.

Une liberté souvent bafouée, y compris dans le pays qui se définit comme Patrie des Droits de l'Homme. Des cercles de silence pour la dignité des sans papiers. Une centaine de personnes pré-

sentes à titre individuel, parmi lesquelles l'évêque du diocèse de Bayonne, Mgr Pierre Molères, des élus et beaucoup d'anonymes inquiets par certaines politiques. Une forme non-violente pour marquer une désapprobation et un espoir. Le premier de ces rassemblements a eu lieu il y a quelques mois à Toulouse, place du Capitole, à l'initiative de frères franciscains. Cette initiative fait tâche d'huile. Bayonne s'inscrit pacifiquement dans cette démarche. Prochain rendez vous début juin, si nécessaire?



Regard sur l'abertzalisme des années 70 en Iparralde

par Arnaud Duny-Pétre

V- Sur le front culturel (Suite)
 Ces années soixante-dix voient le développement de la chanson basque, la protest song, les kantu-festival, des spectacles comme Zazpiribai, Ortzi-ken ou Zirikan marqueront l'époque, avec le souci d'aller plus avant, vers un vrai spectacle musical. Rappelons ici la disponibilité militante exceptionnelle de Etxamendi et Larralde, de Ospital et Carrère, de Manex Pagola et d'autres, mais aussi leur rôle essentiel dans la viabilité économique d'Elkar. En matière d'alphabétisation les premières ikastaldi et les cours du soir se développent à l'initiative de Mende Berri, la méthode Euskalduntzen venue de Bilbo comme le basque unifié tout neuf, sont des événements. Pour les dictionnaires, le *Lhande* et le *dictionnaire d'Azkue* restent les références majeures, elles datent du début du siècle. Haize Garbia sort le sien en 1972. L'abbaye de Belloc jouit d'un prestige culturel important du fait de la présence parmi les moines bénédictins d'intellectuels basques brillants. Mais quelques beaux arbres cachent le désert. Rien de tel de nos jours. Nous y reviendrons plus loin, aucun des fleurons, des institutions de la culture basque actuelle n'existent à l'époque ou n'ont le poids qu'il ont de nos jours. Au Sud, les institutions culturelles se mettront peu à peu en place à partir des années quatre-vingt avec les moyens économiques et politiques liés au statut d'autonomie. La démarche de Lauburu dont les initiateurs se sont connus à Amaia, travaille sur le patrimoine funéraire et architectural et prend alors son essor. Le revivalisme de la danse avec Lapurtarrak animé par Thierry Truffaut est aussi un chapitre important de ce renouveau culturel. Il draine et amène à la sensibilité basquaisante jeunes et moins jeunes, il fait surtout lien entre les générations. A partir de 1977-1978, essaime à travers Iparralde un phénomène important aujourd'hui disparu, celui des Semaines culturelles basques. La question peu résolue du lien linguistique et culturel entre les Eskualdun zahar et berri, les traditionnels et les urbains et de la transmission culturelle et linguistique demeure non ou mal résolue. La greffe n'a pas vraiment pris. Ces questions se concrétiseront par la disparition de *Gure Herria*, les difficultés dans l'évolution de l'hebdomadaire *Herria*, les relations entre la génération des anciens et ceux que l'on pourrait appeler les «Euskaldun hors sol».

Ce qui a changé en Pays Basque et dans le mouvement abertzale
 Durant la décennie 70-80, la formule

«élections piège à cons» ou les horreurs de la «démocratie bourgeoise» font fortune. Les abertzale sont absents des rendez-vous électoraux et il faut attendre la deuxième moitié des années soixante-dix pour voir EHAS investir ce terrain avec, il faut bien le dire de piètres résultats. Le nombre des élus abertzale est infime, seule une petite présence apparaît à Saint Jean de Luz. Le mouvement basque est terriblement éclaté à la fin des années 70. Pas moins de neuf organisations lancent un appel pour l'Aberti



Eguna de 1979: EHAS, Jazar, Izan, MAT, Emazteen Taldea, Ezker Berri, Comités Xan, Groupe de Baigorri, Herri taldeak, un record consternant, une caricature. Ce n'est que durant la deuxième moitié des années quatre-vingt, avec une démarche unitaire responsable lors de scrutins électoraux, que les choses vont ce décanter. Les abertzale feront l'effort de s'unir et sortiront enfin de l'enfer des moins 5%: cette barre en deça de laquelle on ne pèse politiquement rien. Mais les vieux démons ne sont pas morts... Quant aux partis du Sud, ils renaisent à peine et sont surtout préoccupés par leur propre implantation en Hegoalde à un moment où la lutte armée est au zénith. L'arbre généalogique des partis politiques en Hegoalde donne un schéma affligeant tant il est atomisé et incompréhensible (paru dans *Gernika* n°11 d'octobre 1976). En mai 1977, l'échec des conversations de Chiberta entre les partis abertzale puis les élections de juin, cristallisent les fractures qui fondent la crise actuelle de la nation basque. L'initiative de Monzon avec la Marche de la liberté n'y changeront rien. Fin 1977, les premières voix s'élèvent en

Navarre pour la séparer des trois autres provinces basques. La répression de l'Etat n'a rien à voir avec celle d'aujourd'hui. Elle ne se durcira que lorsque le gouvernement français décidera d'en finir avec Iparretarrak lors de la décennie suivante et avec la volonté du pouvoir socialiste de «vider le sanctuaire» d'ETA, suite à la pression sanglante exercée par le GAL. Au début des années 70, bien que les choses se radicalisent au fil des ans, nous en sommes encore aux mesures d'éloignement ou autres assignations à résidence et il n'est pas rare de voir le réfugié revenir immédiatement de la ville où il a été assigné... dans le même train que les gendarmes qui l'ont accompagné à l'aller. Quelques années plus tard, les expulsions deviendront plus lointaines et... dans des îles: Yeu en Atlantique ou Porquerolles en Méditerranée. En avril 1978, autres temps, autres mœurs, le réfugié Bixente Aldalur gravement brûlé, est livré à ses bourreaux quelques heures après avoir franchi la frontière.

Tout cela suscite des réactions comme les grèves de la faim à répétition et les manifestations auprès de l'OF-PRA, mais cette répression apparaît soft, voire virtuelle au regard des très lourdes condamnations d'aujourd'hui. Certes, elle est déjà assortie d'incarcérations, mais elles se limitent à quelques semaines ou quelques mois. L'action des abertzale vise en ce domaine à réveiller une opinion indifférente et ouvrir le débat public par des campagnes d'agitation non violentes, en solidarité avec des Basques qui ont fui le fascisme espagnol. Avec certains résultats, même si cela est de plus en plus laborieux au fil de la décennie. La répression apparaît en revanche fort soutenue en matière de délit d'opinion à une époque où le nombre des médias basques est dérisoire (16). Nous sommes face à un acharnement judiciaire considérable contre *Enbata* qui aboutira à sa dissolution en 1974. Je renvoie au livre à paraître de Michel Oronos sur la presse basque qui fait état de cela en détail dans une interview de Jakes Abeberry et de moi-même. L'abertzalisme de ces années est marqué par la méfiance à l'égard des institutions en place et domine le credo comme quoi le volontarisme militant permettra de renverser le cours des choses. A cette époque, nous sommes encore très loin d'une institutionnalisa-

tion de nos revendications, de relations contractuelles ou négociées avec les pouvoirs. Rien n'existe des instances et des débats qui les confortent, les professionnalisent ou leur donnent une cohérence: Institut culturel, Office de la langue basque, Conseil de développement, Conseil des élus, municipalités où les abertzale sont présents, services municipaux de la langue basque, contrats de Seaska difficilement obtenus au travers de durs combats dans les années 80. Le financement public de la culture basque demeure très modeste avec quelques subventions du Conseil général au profit de Ikas, de Haize Garbia et de Seaska. Le Sud en pleine restructuration politique et institutionnelle a d'autres chats à fouetter que de s'intéresser au Nord. Les ressources provenant de fonds européens sont également inexistantes. Les programmes du type Leader et autres n'existent pas, ils ne se développeront au Nord comme au Sud que dans les années 90. La construction européenne en est à ses balbutiements, l'Espagne ne fait pas partie du Marché commun, elle ne l'intégrera que le 1^{er} janvier 1986, après de dures négociations. Quant à quelque chose d'aussi banal aujourd'hui qu'une monnaie commune entre les sept provinces, nous aurions été très étonnés si l'on nous avait prédit la mise en circulation de l'euro le 1^{er} janvier 2002. Le nombre des salariés qui tirent un revenu de la culture basque ou de structures du Sud est infime au début des années 70, avec seulement comme permanents Manex Goyeneche (un mi-temps à Ikas et l'autre à Seaska), plus quelques andereño. Actuellement, on compte qu'environ quatre à cinq cents personnes doivent leur emploi à la culture ou à la langue basques. Comme le fit un jour Txetx à Erramun Bachoc, osons la question du militantisme de ces personnes aujourd'hui en faveur du Pays Basque...

(16) Par dessus le marché, le journal *Sud Ovest* assoie définitivement son monopole avec la disparition du quotidien *l'Echo du Sud Ovest* le 15 mai 1975.

(A suivre)

La contribution d'Arnaud Duny-Pétre est l'un des témoignages recueillis par la Fondation Manu Robles-Arangiz dans son ouvrage «*Sustraiak*», à l'occasion du numéro 2000 d'*Enbata*. «*Sustraiak*» est en vente à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20 rue des Cordeliers à Bayonne.



GAL : le film

A LA suite de «*El lobo*» en 2005 Miguel Courtois poursuit son exploration cinématographique de l'histoire récente du Pays basque avec «*GAL*» sorti ce mois-ci dans les salles françaises après une avant-première en Pays Basque Nord et une diffusion l'an dernier dans l'Etat espagnol.

La médiocrité et la vision totalement caricaturale du film précédent laissent craindre le pire. On découvre ici un thriller politique très moyen au scénario compliqué dans lesquels se perdent ceux et celles qui n'ont pas un minimum de connaissance des événements évoqués. Le réalisateur a choisi de relater l'enquête de deux journalistes de *Diario 16* en 87 et 88 qui grâce à un informateur ayant participé aux GAL, vont mettre en cause les policiers Amedo et Dominguez, et conduire à leur incarcération et condamnation. Impliqués dans d'autres dossiers ces derniers dévoileront à partir de 94 une partie de cette «*sale guerre*» entraînant l'inculpation de leurs supérieurs hiérarchiques.

Quel effet produira le film sur le public français ou les habitants du Pays Basque Nord au-delà des cercles militants? Comprendront-ils que les faits relatés sont, presque en totalité, strictement exacts (et d'ailleurs seulement une partie de la réalité)? Comprendront-ils qu'ils se sont déroulés sur le territoire français où le GAL fut le groupe le plus meurtrier depuis la guerre d'Algérie? Rien n'est moins sûr mais on ne peut en faire totalement grief au cinéaste, tant il est vrai que ce sombre épisode a été complaisamment oublié, voire délibérément occulté par la justice française et le pouvoir politique malgré une demande d'enquête parlementaire des députés communistes et Verts en 96. S'il ne faut guère attendre de remous dans l'Etat français, le Pays Basque ne représentant pas un enjeu suffisamment important, peut-être permettra-t-il à certain(e)s de se poser des questions, de chercher à en savoir plus, comme cette chroniqueuse de *France-Info* qui a rappelé l'implication de policiers français le jour de la sortie du film, de s'intéresser derrière le terrorisme d'Etat, aux racines du conflit politique. A ce titre le cinéaste pourra en être remercié.

Jakes Bortayrou

Mais avec le film il y a aussi le discours de Miguel Courtois sur le film, qui va bien au-delà de la simple activité promotionnelle. Et on retrouve les travers de «*El Lobo*» qui méritent d'être dénoncés et notamment l'anachronisme où les événements du passé sont revisités hors de leur contexte, voir



«S'il ne faut guère attendre de remous dans l'Etat français... peut-être permettra-t-il à certain(e)s de se poser des questions...»

utilisés pour des visées très actuelles. Le réalisateur évoque dans les médias «*la terreur absolue que faisait régner l'ETA à cette époque*» justifiant plus ou moins consciemment les attentats du GAL comme riposte et ne déplorant que les victimes autres que les réfugiés. Hors, au début des années 80, et cela quoiqu'on en pense, ETA menait une lutte armée, certes meurtrière, mais totalement ciblée sur les forces de répression, police, garde civile et armée espagnole. Gaston Defferre ministre socialiste de l'Intérieur comparait encore en 82 ses militants à des «*résistants*». Si les actions armées faisaient débat d'un point de vue moral ou stratégique, comme d'ailleurs déjà sous le franquisme, la population au Pays Basque ne les vivait pas comme une «*terreur absolue*» mais craignait à coup sûr les forces de sécurité, les contrôles routiers meurtriers, les arrestations brutales et la torture systématique.

Miguel Courtois dit de son film qu'il pose «*une question très moderne*», celle de savoir jusqu'où une «*démocratie peut-elle aller dans la lutte contre ses ennemis*». Là le malaise s'accroît car le contexte a considérablement changé depuis le 11 septembre et la guerre déclarée par la première

puissance mondiale au Terrorisme. Ce dernier, désigné comme le mal absolu, est devenu une catégorie aux frontières toujours plus larges englobant toute rébellion armée ou dissidence mettant en cause l'ordre social établi, à l'exception notable des violences suscitées et soutenues par les Etats. Regroupant des phénomènes de nature totalement différente la catégorie Terrorisme de la pensée dominante actuelle, plus encore que par le passé, nivelle, mélange, obscurcit les questions politiques et dépolitise les problèmes. A plus forte raison quand par paresse ou couardise intellectuelle cette vision idéologique caricaturale: «*la Démocratie contre ses ennemis*» est appliquée rétroactivement à des époques antérieures comme le fait Miguel Courtois. Sa «*question moderne*» n'en n'est malheureusement plus une car à l'instar du mécanisme bien étudié de dés-humanisation des victimes nécessaire aux massacres de masse, on sait aujourd'hui que désigner un individu, un groupe ou un combat comme «*terroriste*» permet de s'exonérer de tout principe démocratique ou juridique, de justifier enlèvements, tortures, exécutions extra-judiciaires et camps de concentration comme le pratiquent notamment les Etats-Unis et Israël. Ou comme dans l'Etat espagnol, de rendre possibles interdiction de partis, abolition de la responsabilité juridique individuelle, incarcération d'élue(s) et condamnation sans preuves.

Au-delà de l'intérêt historique, l'utilité d'un tel film aujourd'hui devrait plutôt être de rappeler que des Etats dits démocratiques gouvernés par des partis socialistes ont choisi le terrorisme d'Etat pour réduire une rébellion armée, qu'ils ont fait alors le pari de la guerre au détriment de celui de la solution politique. L'épisode GAL ne devrait pas masquer que le conflit politique perdure, s'est enkysté, que les personnes impliquées sont toutes en liberté ou semi-liberté alors que les militant(e)s d'ETA arrêté(e)s à la même époque croupissent toujours en prison. Quant à la vraie question moderne et urgente c'est plutôt comment sortir d'un conflit politique autrement que par la négation de la démocratie, des droits élémentaires de la personne et la violence la plus brutale.

Sur votre agenda

Maiatza:

- ✓ Samedi 24, BAIONA (Place Lacarre). Baiona Kantuz.
- ✓ Samedi 24, BAIONA (Porte d'Espagne). Sagarno Eguna, 10^e édition organisée par l'association Hiruki. 300 repas servis à 28 euros. Réservation à l'Office de tourisme de Bayonne.
- ✓ Samedi 24 et dimanche 25, SAINT-OUEN (Eskual Etxea, 59 av. Gabriel Péri, métro Garibaldi). Pariseko Herri Urrats organisé par les associations Lokarria, Sustraiak-Erroak et Pariseko Euskal

Etxea.

- ✓ Dimanche 25, 16h, DONIBANE LOHITZUN (Eglise). Concert du Duo Fiori Musicali: orgue à quatre mains.



Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Daniel Velez, témoin de proximité 4 et 9
- Regard sur l'abertzalismo des années 70 en Iparralde 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8



Orchestre symphonique d'Euskadi

- ✓ Mercredi 28, 21h, BIARRITZ (Théâtre du Casino municipal). Concert de l'Orchestre Symphonique d'Euskadi, dirigé par Gilbert Varga avec le soliste (piano) Martin Helmchen. Programme: Dvorak, Ravel et Franck. Tarif de 10 à 35 euros. Rens: Biarritz Culture au 05 59 22 20 21.
- ✓ Jeudi 29, 18h, BIARRITZ (Médiathèque). Bertsu et musiques: un voyage atypique... spectacle en partenariat avec l'Institut culturel basque.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahô à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr